

Le Chêne

MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN



N°38 - octobre 2004 - 1,50 €

Le MNR
sur le web :
www.m-n-r.com

Quand l'islamisme
veut dicter
sa politique
à la France..... p. 3

Les conditions du
renouveau
politique..... p. 4

Réflexion sur
l'avenir
de la France..... p. 6

Des candidats MNR
dans 22 départe-
ments..... p. 10

Le socialisme à la
française version
UMP..... p. 12

Quand les
magistrats créent
l'insécurité.... p. 13

Les islamistes
sont déjà là... p. 14

Pour soutenir le
développement du
MNR..... p. 15

2004-2005 : douze mois sans élection

Une année de travail pour le MNR

Colloques ● Cycle de conférences ● Stages de formation ● Journées fédérales ● Campagne d'adhésion ● Réflexion sur le programme ● Préparation des échéances
pp. 8 et 9

Pour le rassemblement et le renouveau

Appel de Bruno Mégret page 7

Édito

Malgré la légère reprise de la croissance, la situation de notre pays ne s'améliore pas. Pourtant, derrière ce marasme inquiétant, la scène politique semble évoluer et se cristalliser telle que nous l'avons toujours annoncé. La gauche est devenue stérile, la droite connaît l'échec et le FN est en fin de cycle. À l'évidence, les Français, qui rejettent

massivement la classe politique toutes tendances confondues, attendent maintenant, de façon latente mais



bien réelle, un changement majeur. Et ce changement ne peut aller que dans le sens

d'un renouveau comme celui que nous incarnons et pour lequel nous nous battons. C'est pourquoi nous devons conserver l'espoir, tenir et durer. C'est ce que nous allons faire en nous consacrant dans les mois qui viennent à la réflexion et à la structuration de notre projet. Pour préparer les échéances majeures qui s'approchent.

Bruno Mégret

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

6 juin

■ Le MNR totalement opposé au mariage homosexuel



Bertrand Robert, membre du bureau national du MNR, se déclare totalement opposé au mariage homosexuel et condamne l'initiative subversive de M. Mamère qui bafoue le droit de la république et les fondements naturels de notre société et de notre civilisation. S'il n'est pas question de juger de l'orientation sexuelle des personnes dès lors qu'elle concerne la vie privée d'adultes consentants, Bertrand Robert rappelle que la famille composée

d'un homme et d'une femme ainsi que des enfants qu'ils engendrent a de tout temps constitué dans notre civilisation la cellule de base de la société. À une époque où la natalité s'effondre et où la disparition des valeurs provoque de nombreux dérèglements sociaux, il est essentiel de conforter le mariage dans ses fondements traditionnels et de préserver sa vocation première au service des enfants. Bertrand Robert demande au gouvernement de défendre l'institution familiale et le caractère sacré du mariage.

29 août

■ Ultimatum islamiste : il ne faut pas céder au chantage



Bruno Mégret assure de sa compassion et de son soutien les deux journalistes français scandalement pris en otage par un groupe islamiste en Irak. Il formule le souhait qu'ils puissent être rapidement libérés et rentrer sains et saufs dans notre pays. Cet événement dramatique révèle à ses yeux l'emprise inquiétante et néfaste de l'islam sur la société française, emprise qui met non seulement en cause le fonctionnement traditionnel de nos institutions mais compromet maintenant notre indépendance et notre souveraineté. Bruno Mégret estime que cette ingérence inaccepta-

ble dans les affaires intérieures de la France ne serait pas survenue si les autorités françaises n'avaient pas, depuis de nombreuses années, manifesté autant de laxisme à l'égard des entreprises islamistes en France. Il demande que le gouvernement adopte une position de grande fermeté, sans aucune ambiguïté, en rejetant catégoriquement l'ultimatum lancé par les terroristes et en assurant sans faiblir l'application de la loi contre le port du tchador à l'école. Au-delà, Bruno Mégret estime qu'il est temps de revoir entièrement la position de la France à l'égard de l'islam sur notre sol et de prendre toutes les mesures pour le contenir et le contrôler.

3 septembre

■ Projet de constitution : rien n'est prévu pour une Europe européenne, indépendante et puissante



Nicolas Bay, membre du bureau national du MNR, déplore qu'à Bruxelles les débats sur la constitution européenne escamotent les sujets essentiels. En effet, le projet de constitution ne définit pas la nature véritable de l'Europe et ne répond pas aux questions fondamentales concernant l'Union : doit-elle se limiter au seul continent européen ? Doit-elle affirmer clairement ses racines chré-

tiennes ? Peut-elle se libérer de la tutelle des États-Unis ? Peut-elle lutter contre le processus d'islamisation qui se développe sur son sol ? Peut-elle résister à la mondialisation économique et à la désindustrialisation qu'elle subit ? Peut-elle se constituer une puissance militaire réelle et sortir l'Otan ? Nicolas Bay souhaite que la constitution réponde oui à toutes ces questions et permette ainsi de fonder une Europe européenne, indépendante et puissante.

8 septembre

■ Prise d'otages en Russie : face au terrorisme islamique, les pays européens doivent s'organiser



Jean-Yves Waquet, membre du bureau national du MNR, s'associe à la souffrance du peuple russe après la terrible épreuve dont celui-ci a été victime de la part des preneurs d'otages prochétchèènes. Il approuve la volonté de M. Poutine de lutter avec une grande fermeté contre le terrorisme islamique mais déplore qu'il n'ait

pas fait appel au savoir-faire des pays européens, et notamment à celui de la France, pour gérer une telle crise. Pour Jean-Yves Waquet, les pays européens doivent mettre leurs efforts en commun pour éradiquer le fléau du terrorisme islamique et s'organiser pour empêcher l'arrivée sur leur sol de populations musulmanes d'autant plus susceptibles d'engendrer un islamisme radical qu'elles sont plus nombreuses.

21 septembre

■ Chirac se conduit comme un militant d'extrême-gauche



Annick Martin, secrétaire générale du MNR, s'étonne que M. Chirac se comporte à l'ONU comme un militant d'extrême-gauche en s'affichant au côté du très gauchiste président Lula pour reprendre à son

compte les thèses de l'organisation extrémiste Attac. Au lieu de mêler sa voix à celle de l'extrême-gauche à l'autre bout du monde, M. Chirac serait mieux inspiré de rompre en France avec les errements de la gauche pour répondre aux préoccupations des Français.

22 septembre

■ Hausse des prélèvements : la fausse droite victime de ses contradictions



Alors que M. Chirac avait pris l'engagement solennel de baisser les prélèvements sur les ménages, Philippe Millau, membre du bureau national du MNR, constate que les charges et les impôts, qui atteignent pourtant un niveau insupportable, vont à nouveau augmenter. Déjà, les timides baisses de l'impôt

sur le revenu ont été plus que compensées par les hausses de la CSG et celles de la fiscalité locale. Et maintenant, le taux des prélèvements obligatoires, qui était descendu en 2002 à 43,8%, est prévu pour remonter en 2005 à 44,2%. Ces augmentations illustrent clairement les contradictions d'une politique conduite par une majorité élue à droite mais qui persiste à mener une politique de gauche.

In memoriam

■ Nous avons eu la grande tristesse d'apprendre le décès, cet été, de M^{me} Alexine Normand, l'épouse de notre ami Jean-Étienne, conseiller régional du mouvement jusqu'en 2004 et bien connu des Francs-Comtois. À sa famille et à ses proches, le MNR adresse son amitié sincère et ses condoléances attristées.

■ La fédération de la Vendée vient de perdre un homme de courage et d'honneur, André Deschamps, qui avait consacré sa vie au service de la France et qui a rejoint le combat politique du MNR dès 1998. Nous assurons son épouse de nos amicales pensées.

■ M. Pierre Belargent, trésorier de la fédération du Territoire-de-Belfort, vient de nous quitter. Nous garderons le souvenir d'un militant fidèle et dévoué à nos idées et à notre mouvement.

Otages en Irak

Quand l'islamisme veut dicter sa politique à la France

Pour la première fois, des otages français ont été enlevés pour infléchir la politique de la France. Il s'agit d'une ingérence caractérisée dans les affaires intérieures de notre nation. Parce qu'elle a laissé l'islam s'installer sur son sol, la France est maintenant menacée de perdre son indépendance et son libre arbitre. L'islamisme est devenu aujourd'hui une menace gravissime pour notre pays.

L'affaire des deux journalistes français pris en otages en Irak est très révélatrice des problèmes majeurs que l'islam pose désormais à la France. Certes, la classe politique et les médias ont totalement occulté la portée politique de cet événement tragique, mais il est pourtant considérable.

Une dimension politique majeure

Les journalistes et les porte-parole officiels se sont focalisés exclusivement sur l'aspect humanitaire de cette tragique affaire. Les deux journalistes français auraient été prisonniers sous les décombres d'un tremblement de terre ou se seraient retrouvés, dérivant sur une embarcation de fortune perdue au milieu de l'océan à la suite d'un naufrage, le discours et la démarche auraient été comparables.

Pourtant, cet acte ignoble a une dimension politique majeure que les médias et les partis ont délibérément passée sous silence. Pour la première fois en effet, des otages français ont été enlevés afin d'infléchir la politique de la France. Il s'agit d'une ingérence caractérisée dans les affaires intérieures de notre nation. Une ingérence d'autant plus grave qu'elle se fait par le chantage terroriste. Car la revendication des preneurs d'otages, qui voulaient obtenir l'abrogation de la loi interdisant le tchador à l'école, ne concernait pas le combat que mènent les islamistes en Irak, mais la position qui est celle des musulmans en France.

Une attitude servile

C'est donc clair, les partis islamistes cherchent maintenant à infléchir l'organisation même de notre pays et cela non seulement de l'intérieur mais aussi de l'extérieur, en utilisant les moyens politiques classiques mais aussi ceux du terrorisme. L'islamisme constitue aujourd'hui une menace gravissime pour notre pays. Et cette tragique prise d'otages révèle que la France, parce qu'elle a laissé l'islam s'installer sur son sol, est maintenant menacée de perdre son indépendance et son libre arbitre.

Or, rien de tout cela n'a été mis en exergue par la classe politique et par les médias. Ce qui a été souligné c'est l'injustice de cet acte dirigé contre la France alors qu'elle était hostile à l'intervention américaine en Irak. Il n'y a donc pas eu de réactions indignées face aux prétentions ahurissantes des islamistes mais plutôt une demande d'indulgence de leur part en raison de la position de la France dans la guerre d'Irak. Et on ne peut que ressentir un profond malaise devant cette attitude finalement très servile des autorités françaises à l'égard des terroristes. Tout se passe en effet comme si le gouvernement n'était déjà plus libre de ses mouvements face à l'islamisme et, au-delà, face à l'islam.

Il est d'ailleurs frappant de constater que toute la propagande officielle concernant l'enlèvement des deux journalistes a porté sur "l'union nationale" avec l'objectif priori-

taire d'éviter toute mise en cause de l'islam en France. On est même allé jusqu'à expliquer aux Français combien les musulmans de France étaient utiles pour obtenir la libération des otages. Ainsi a-t-on surmédiatisé le voyage en Irak de certains délégués du Conseil français du culte musulman. Cet organisme a été instrumentalisé pour montrer combien la présence d'un islam prétendument français nous était bénéfique et permettait à la France d'être mieux défendue en terre d'islam.

Une menace gravissime

La réalité est bien sûr très différente : l'islam est la cause des problèmes les plus graves que nous connaissons actuellement en France et en Europe. Et ce n'est pas un hasard si au cours du dernier mois nous avons vécu l'enlèvement des deux journalistes français en Irak mais aussi la sanglante prise d'otages dans l'école russe d'Ossétie du Nord menée par des terroristes islamistes tchéchènes.

L'islam est une religion qui a notre respect. Mais l'islamisme est l'ennemi du monde occidental et la civilisation islamique n'est pas compatible avec la civilisation européenne. Nier cette réalité fondamentale c'est aller à la rencontre des plus grands dangers.

François Thuillier

Rentrée politique du MNR

Université d'été : les renouveau politique en

Durant trois jours, le MNR a tenu son université d'été annuelle au château de Thénissey, près de Flavigny (Côte-d'Or) pour mener une réflexion de fond sur les conditions nécessaires au renouveau de la vie politique et, plus généralement, de notre pays.

C'est dans un cadre somptueux, au cœur de la Bourgogne médiévale et à quelques kilomètres du site d'Alésia, haut lieu de notre histoire européenne, que se sont déroulés les travaux des quelque deux cents cadres présents à ce grand rendez-vous de la rentrée politique 2004.

Alain Vauzelle et **Nicolas Bay** ont commencé par dresser un bilan de l'année écoulée, qui s'est caractérisée par un climat de grande confusion politique : deux ans seulement après l'effondrement spectaculaire de la gauche, la droite a connu à son tour une écrasante défaite. Cette situation, qui rend la vie politique semblable à une machine folle qui s'emballe, met en évidence l'échec flagrant des principaux partis, que ce soit le PS, victime d'un vide idéologique, l'UMP, incapable d'aller au bout de ses réformes, ou le FN, sur le déclin et en fin de cycle. Face à cette crise politique, le MNR, lui, poursuit sa route avec détermination, en tenant les engagements qu'il avait pris l'an dernier : consolider son appareil, stabiliser sa situation financière, participer massivement aux élections et se positionner sur tous les grands sujets d'actualité.

Le déclin n'est pas inéluctable

Sur la vie du mouvement, justement, des forums de discussion, animés notamment par **Jean-Yves Waquet** et **Jacques Gaillard**, ont permis à chacun des participants de s'exprimer sur les sujets qui leur tenaient à cœur ou de formuler des propositions enrichissantes sur la stratégie et l'action du MNR. Tous ont affirmé leur volonté de garder le cap et d'être présents lors des pro-

chaines échéances électorales, à commencer par les sénatoriales du 26 septembre, puis aux élections présidentielles, législatives et municipales en 2007 et 2008.

Si la France et l'Europe semblent menacées de toutes parts, l'espoir est cependant loin d'être perdu. C'est dans cet esprit que les



orateurs ont démontré que le déclin n'est pas inéluctable et que les axes du renouveau existent bel et bien. Exemples à l'appui, **Bernard Bornette** s'est attaché à présenter les remèdes capables de relancer notre industrie face aux handicaps du mondialisme, notamment le développement de véritables pôles d'excellence et la revalorisation du travail. **Claude Jaffrès** a quant à lui expliqué sans détours comment et pourquoi il faut mettre fin à l'étatisme et au fiscalisme, qui étouffent la vie économique si l'on veut retrouver les libertés et le dynamisme dont la France a besoin. Les ques-

tions sociales ont été abordées avec précision par **Thierry Cuvillier** qui a tracé les grandes lignes de la nouvelle politique sociale à mettre en place pour réparer les dégâts causés par l'idéologie socialiste.

C'est **Luc Van Engelandt** qui s'est attelé au sujet très pointu de l'écologie en démontrant comment préserver notre environnement et notre santé de toutes les pollutions qui les mettent tant à mal. **Yann Philippeau** a traité la question complexe de l'Europe et la façon dont notre continent peut s'affirmer, notamment face à l'islamisation. Enfin, le thème non moins brûlant de la défense de notre civilisation européenne et chrétienne face à l'expansion de l'islam a été passé au crible, et avec talent, par **Isabelle Laraque**.

Europe et civilisation

Élargissant la réflexion à l'échelle européenne, **Philippe Milliau** a démontré que notre continent disposait bel et bien des moyens de la puissance nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle politique. **Yves Dupont**, quant à lui a expliqué combien la promotion de nos valeurs de civilisation face aux attaques qu'elles subissent constitue un enjeu vital tandis que **Bertrand Robert** rappelait les raisons de fond qui motivent notre combat et la détermination qu'il faut garder pour faire triompher nos convictions.

Dans une ambiance conviviale et amicale, les participants de cette université d'été ont, ainsi, pu affiner leurs arguments politiques sur les raisons de poursuivre le combat avec la certitude que les solutions existent et que le renouveau est possible.

Séverine Souville

conditions du France et en Europe



François Barrière (63), Claude Jaffrès (63),
Michel Paulin (93) et Nicolas Bay



Des participants rassemblés autour de Bruno Mégret



Déjeuner convivial le samedi. Au deuxième plan :
Isabelle Laraque (92) et Francis Bocquillet (80)



Thierry Cuvillier (91),
traitant de politique sociale



Bertrand Robert à la tribune



Jean-Yves Waquet (83) et Alain Vauzelle



A la tribune, autour de Bruno Mégret :
Annick Martin et Séverine Souville



Au cours de l'excursion avec le président :
Yves Dupont, Catherine Costa (37),
Bernard Bornette (92) et Yves Duprès (14)

Commandez le fascicule des actes de l'université d'été 2004

La qualité des interventions de l'université de Flavigny nous a conduits à rassembler les textes des différents orateurs dans un fascicule broché. Vous y retrouverez l'essentiel des réflexions qui ont été menées sur les conditions du renouveau de la France et de l'Europe.

Ce fascicule de cinquante pages reliées vous sera adressé par la poste sur simple demande accompagnée d'un chèque de participation aux frais d'un montant de 10€ (chèques à l'ordre du MNR). Commande à adresser au siège national 15, rue de Cronstadt, 75015 Paris.

Réunions plénières et ateliers

Réflexion sur l'avenir de l

Très riche en interventions de qualité, l'université d'été de Flavigny a permis de mener une réflexion approfondie sur les conditions du renouveau de la France. Analyses de la situation politique, réflexions sur les lignes de force favorables à notre succès, rappel des objectifs du MNR. Compte rendu.

Réhabiliter le politique

Comme l'a analysé **Christophe Dessanti**, le politique est l'art de la décision et des choix qui engagent l'avenir de la nation. Or, il se trouve aujourd'hui réduit par la classe politicienne à des gesticulations vides de sens ainsi qu'à une gestion à courte vue du quotidien, ce qui provoque l'impuissance, l'immobilisme et le déclin. Il est donc urgent, et vital, de restaurer le politique afin qu'il remplisse sa mission première : assurer le redressement de la nation. Et le remède à la mort du politique ne vient pas de l'élaboration de tel ou tel système de pensée si brillant soit-il : c'est d'abord dans l'action, et dans l'action de chacun, que la solution et l'espoir se trouvent. Partant du même constat, la déliquescence du politique, **Séverine Souville** a décrypté la nature et les influences de deux nouveaux pouvoirs : la justice et les médias. La montée en puissance des juges, leur médiatisation et leur soumission aux dogmes hérités de Mai-68 ont transformé la justice en une institution échappant à tout contrôle, au service quasi exclusif d'elle-même, intervenant même dans le domaine politique à la place des politiques. Quant aux principaux médias, ils disposent, on le sait, de moyens considérables et constituent un pouvoir dominant, partial et non maîtrisé. Au lieu d'une confusion malsaine des pouvoirs, il faut donc rétablir chacun d'entre eux dans ses attributions et rendre au politique ses lettres de noblesse. ■

Face à la décomposition de la classe politique

Le renouveau à droite

Si les Français se désintéressent de plus en plus de la politique, c'est que les partis du système en offrent une bien triste image. **Roger Cuculière** a démontré qu'après s'être illustrés avec Jospin par des réformes aussi nuisibles que la couverture maladie universelle, le PACS ou les 35 heures, le PS et plus généralement la gauche sont aujourd'hui à bout de souffle : la défaite cinglante de Jospin en 2002 n'est finalement que « la traduction électorale d'un échec historique, qui touche aussi le parti communiste et les autres partis de gauche ». Pour **Roger Cuculière**, leur idéologie s'est en effet heurtée à « la sanction de la réalité : le programme a été appliqué, tout va mal, et rien de nouveau n'apparaît. Même si les promesses sociales sont douces à entendre, on finit par ne plus y croire. »



Mort idéologique de la gauche

Et ce n'est pas en choisissant « la fuite en avant » et en s'emparant des « causes les plus douteuses comme la défense du mariage homosexuel de Bègles ou le soutien au terroriste Cesare Battisti condamné pour braquages et assassinats » que le PS va réussir à dissimuler ses divisions internes et ses contradictions profondes sur des sujets aussi importants que les retraites ou la constitution européenne. En réalité, « le Parti socialiste ne nous offre qu'une fausse opposition, une opposition par défaut. » La gauche est morte idéologiquement, la vraie droite a donc un grand avenir devant elle.

C'est ce qu'a expliqué **Yves Duprès**, considérant que l'émergence de cette

vraie droite était également rendue possible et nécessaire par le déclin et l'inutilité du FN : « Nous avons besoin, pour mener notre combat, d'un véritable homme d'État alliant courage, désintéressement, ténacité et clairvoyance, non d'un meneur de revue, d'un bateleur de foire, d'une vedette du show-biz à qui les jeux de mots plus ou moins bons tiennent lieu de programme politique ». Quant à la droite

au pouvoir, elle entre aussi en décomposition. « Peut-on encore lui prévoir un avenir ? », s'est interrogé **Yves Duprès**. Et de répondre qu'elle courait inéluctablement à l'échec, en raison de « la guerre des clans qui sévit en son sein » et de « son incapacité à relever les grands défis du XXI^e siècle » comme la lutte contre l'islamisation, la compétitivité économique, la recherche scientifique, la protection sociale ou la construction européenne.

Échec de la pseudo-droite

Aussi est-il indispensable de construire un pôle de vraie droite, « à la fois ferme dans ses principes et intelligent et novateur dans leur formulation ». « Nous ne sommes pourtant pas des utopistes, a conclu **Yves Duprès**, et nous savons que le combat pourra être encore long et semé d'embûches. Cependant, l'Histoire nous a enseigné que des événements en apparence imprévisibles peuvent survenir à tout instant. Alors, conservons l'espoir. Accordons notre confiance à Bruno Mégret qui par ses qualités démontrera qu'il a la trempe d'un homme d'histoire et qui, pour peu que nous en soyons dignes, nous mènera à la victoire. » ■

La France et de l'Europe

Les raisons d'espérer

Discours de clôture de Bruno Mégret

Lorsque l'on contemple le spectacle de décadence qu'offre aujourd'hui notre pays, que ce soit la situation démographique, la montée inexorable de l'immigration, l'idéologie socialiste « qui a marqué de son empreinte toute notre société » ou la mondialisation sauvage « qui abaisse notre peuple et le soumet », on ne peut qu'être inquiet. Et malgré ce bilan accablant, si nous continuons, a déclaré **Bruno Mégret**, « c'est parce que nous croyons, je dirais même parce que nous savons, que rien n'est joué, que tout demeure possible, que le déclin peut être enrayeré et que le nouveau peut venir ».

Certes, face au déclin de notre pays, « les dirigeants du système sont évanescents, lâches et soumis. Ils refusent de voir la réalité. Ils refusent de combattre les fléaux. Ils n'agissent plus pour la France, ils gèrent leur carrière ». Pour tenter de dissimuler leur incapacité et leur manque de courage, « on les voit se consacrer à l'accessoire avec beaucoup d'enthousiasme mais rester impuissants face à l'essentiel. Le pouvoir politique a cessé de détenir un vrai pouvoir et ne maîtrise plus la situation qui est maintenant soumise à d'autres influences autrement plus puissantes ». Au premier rang de ces nouvelles influences, il faut citer le

pouvoir médiatique qui est devenu le principal pouvoir, « contrôlé par personne, soumis à aucune déontologie et qui devient omnipotent, agissant sans la moindre contrainte au service d'une idéologie destructrice et niveleuse ». Quant au pouvoir judiciaire, il s'est aussi emparé du contrôle de la société, il « étend son imperium et sa tutelle sur le pouvoir politique en appliquant en toute autonomie la même idéologie politiquement correcte que celle des médias ».

Réhabiliter la politique

Or, dans ce contexte, nous le savons, les Français subissent. « Et même s'ils sont mécontents, même s'ils sentent implicitement qu'ils sont trompés et asservis, ils courbent l'échine et maintiennent en place le système actuel, se contentant de manifestations de mauvaise humeur lors des élections ». Peu à peu, les Français « perdent leur fierté, leur libre arbitre et leur esprit critique ».

Mais, paradoxalement, « ce constat, aussi consternant soit-il, est en lui-même porteur d'espoir ». Parce que cette idéologie destructrice est « ouvertement et délibérément voulue et menée par une petite

intelligentsia toute puissante qui s'est octroyé comme un monopole du pouvoir », il est possible de la dénoncer, de la remettre en cause et de la combattre. « La France se meurt de la mort du politique et les Français dépérissent de la disparition de la puissance », il suffit donc, pour contrer ces phénomènes délétères, « de réhabiliter la politique, de rendre la puissance à l'État et à notre pays pour que tout change ».

Retrouver la puissance

Là se trouve le cœur de la question : « si le pouvoir politique devient à nouveau puissant, s'il est de nouveau capable d'imposer sa volonté, de faire prévaloir l'intérêt général, s'il peut à nouveau agir avec autorité en toute indépendance, alors le renouveau peut venir. » Le retour du politique en France et de la puissance en Europe permettra le renouveau de notre peuple, de notre nation et de notre continent. « Voilà pourquoi nous ne devons pas désespérer. Voilà pourquoi nous devons persévérer. Car notre vocation est d'être des acteurs privilégiés de ce renouveau. Il nous faut donc tenir et durer pour être demain au rendez-vous du politique et de la puissance. » ■

Le MNR maintient le cap

« Un parti politique, à l'instar de toute entreprise, se construit dans la durée et avec ténacité », c'est ce qu'a rappelé **Annick Martin** dans son intervention, remettant ainsi en situation notre mouvement qui, au-delà des difficultés électorales, financières ou judiciaires, n'a jamais perdu de vue ses grands objectifs. Souvenez-vous, « nous avons été les premiers à lancer une campagne contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe, puis de nouveaux premiers à oser une campagne contre l'islamisation de notre pays. »

Garder les lignes force de son programme tout en appréhendant les situations nouvelles du siècle qui commence, c'est ce qu'a su faire le MNR.

Fidèle à ses convictions

Il s'est positionné intelligemment sur les dangers de l'immigration, bien sûr, mais aussi sur « le déficit chronique de l'assurance-maladie » dans une France devenue « l'hôpital du monde ». Il a su dénoncer la fuite des capitaux et des entreprises et les modalités absurdes d'acquisition de la

nationalité. Il a mis en cause l'incapacité de Raffarin à répondre « à la justice la plus élémentaire » en matière de retraites. Il a souligné les résultats effrayants en matière de sécurité laquelle se solde, après le passage de Sarkozy à l'Intérieur, par une hausse des agressions de + 7,3% . Alors, face à cette situation, n'oublions pas que c'est au nom des « grandes valeurs qui fondent notre pays » et « pour notre peuple, pour sa liberté et pour la France que le MNR, avec vous, avec votre courage, avec votre détermination, maintient le cap ! » ■

Colloques, formation, conférences, etc.

2004-2005 : un an de

L'année qui vient ne connaîtra pas d'élections. Le MNR va mettre à profit cette accalmie pour mener une action intense de réflexion et de structuration. Colloques, stages de formation, cycle de conférences, journées fédérales, campagne d'adhésion, le MNR a devant lui une pleine année de travail.

A lors que les deux années écoulées ont été largement consacrées aux échéances électorales — élections présidentielles, législatives, régionales et européennes —, nous entrons maintenant, d'ici à 2007, dans une période sans élections. Le Mouvement national républicain entend donc consacrer cette période d'accalmie à un travail intense de réflexion et de structuration. C'est ainsi que l'équipe nationale organise une tournée des fédérations afin de renforcer la cohésion de notre appareil politique. Dans le même esprit, les responsables fédéraux sont invités à organiser des conférences sur des sujets de fond ani-

mées par des conférenciers nationaux afin d'élargir notre audience et notre rayonnement.

La réflexion au service de l'action

Des stages de formation sont également prévus dans chacune des grandes régions de notre pays pour les cadres et les candidats de notre mouvement. Destinés à renforcer la formation politique de chacun, ils visent à préparer les échéances à venir. Par ailleurs, une série de colloques est prévue à Paris afin d'approfondir et d'actualiser notre programme. Consacrés à l'ensemble des grandes questions qui conditionnent l'avenir de notre nation et

de notre civilisation, ils montreront combien le MNR est à la pointe de la réflexion et du combat pour le renouveau politique. Enfin, une campagne d'adhésion doit être lancée dans tous les départements afin de donner un nouvel essor à notre mouvement et de développer son audience. On trouvera ci-dessous le détail des activités qui ont été prévues par le bureau national pour l'année qui vient. Le MNR garde le cap et entend s'engager dans un travail de fond pour assurer son avenir et celui de notre pays. Fidèle à sa devise de tenir et de durer pour gagner, il met tout en œuvre pour parvenir à ses fins. ■

Stages de formation

Le MNR organise des stages de formation politique à l'intention des cadres, des candidats et des militants du mouvement. Ces stages se dérouleront dans chaque région sur une journée entière et seront animés par des responsables du bureau national. Le programme portera sur notre vision du monde, notre stratégie politique, les grandes propositions qui sont les nôtres et la préparation des élections.

Les stages de formation débiteront au premier trimestre 2005.

Journées fédérales

Afin de renforcer la cohésion et la structuration de notre mouvement, l'état-major national dirigé par Annick Martin, secrétaire générale, et Jacques Gaillard, délégué national aux fédérations, va entreprendre une tournée de l'ensemble des fédérations. À cette fin, des journées fédérales seront organisées pour l'ensemble des cadres et des militants par groupes de départements. Ces rencontres à la fois politiques et amicales seront l'occasion de débattre des questions qui se posent à notre mouvement. Une conférence sera donnée par un orateur national et des conseils et des argumentaires pratiques seront apportés aux participants.

Dimanche 17 octobre :

Ain (01), Loire (42) et Rhône (69)

Samedi 6 novembre :

Côtes-d'Armor (22), Finistère (29), Ille-et-Vilaine (35) et Morbihan (56)

Dimanche 7 novembre :

Maine-et-Loire (49), Mayenne (53) et

Sarthe (72)

Samedi 20 novembre :

Charente (16), Charente-Maritime (17), Deux-Sèvres (79) et Vienne (86)

Dimanche 21 novembre :

Dordogne (24), Gironde (33) et Lot-et-Garonne (47)

Conseil national

Le prochain conseil national du MNR aura lieu le samedi 27 novembre à Paris de 10h00 à 18h00.

Campagne d'adhésion

Afin de renforcer notre mouvement, une campagne d'adhésion ou de réadhésion est lancée. Il s'agit de rallier à notre mouvement ceux qui ont négligé de renouveler leur carte mais aussi et surtout tous ceux qui, déçus par la classe politique et le Front national, cherchent un mouvement incarnant leurs idées et capable d'exprimer leur aspiration au renouveau. Cette campagne va de pair avec la nécessité de pérenniser les ressources permanentes de notre mouvement propres à assurer son fonctionnement courant. À cette fin, il faut multiplier les virements ou prélèvements mensuels au profit du MNR.

travail pour le MNR



Cycle de conférences

Afin d'animer la vie des fédérations et de contribuer à la formation de nos militants et de nos sympathisants, des conférences pourront être organisées à l'initiative des fédérations ou des sections dans tous les départements du pays. Ces conférences, qui visent également à élargir notre audience et à diffuser notre message, doivent être très largement ouvertes aux sympathisants du MNR. Animées par des conférenciers de talent issus de notre mouvement, elles portent sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de notre nation et de notre civilisation.

Conférences :

- **Face à l'islamisation, fiers de nos valeurs** par Isabelle Laraque
- **Combattre le mondialisme économique** par Bernard Bornette
- **Rendre sa puissance à l'Europe** par Philippe Millau
- **Défendre la civilisation : un enjeu vital** par Yves Dupont
- **Recomposer la droite** par Yves Duprès
- **Rompre enfin avec la gauche** par Roger Cuculière
- **L'identité nationale au XXI^e siècle** par Véronique Péan

Les demandes de conférence sont à adresser au siège national.

Programme des colloques

Fidèle à sa vocation, le MNR veut actualiser son projet politique pour le mettre en phase avec les réalités du XXI^e siècle. C'est dans cet esprit qu'il organise un cycle de colloques sur les grands enjeux de notre époque. Ces colloques ont l'ambition d'aller au fond des choses en s'affranchissant du politiquement correct et de la langue de bois. Ils donneront lieu à des interventions de haut niveau effectuées par des orateurs de qualité, que ce soient des experts amis du MNR ou des politiques de notre mouvement.

L'islamisation, jusqu'où ? Samedi 11 décembre 2004 14h

L'islam est désormais omniprésent dans l'actualité et se trouve à l'origine de la plupart des conflits ou des problèmes auxquels notre nation est confrontée. Le processus d'islamisation constitue maintenant pour notre identité et notre survie la menace majeure. Le MNR veut évaluer la nature et la dimension de cette menace. Il entend examiner les stratégies possibles pour y faire face et déterminer la meilleure manière de juguler l'islamisme.

L'Europe, première puissance ? Samedi 5 février 2005 14h

L'Europe est maintenant présente partout dans la vie quotidienne des Français, mais elle est presque toujours associée à des réductions de liberté ou à des difficultés liées au chômage et à la diminution du niveau de vie. Au moment où le projet de constitution européenne va être soumis aux Français, le MNR veut montrer que l'Europe peut être différente et pourrait même constituer un remède au déclin. Car, à travers l'Europe, la France, comme les autres pays du continent, pourrait redevenir la première puissance mondiale.

La civilisation, le nouvel enjeu ? Samedi 2 avril 2005 14h

Derrière le déclin que déplorent les Français c'est la question de l'avenir de notre civilisation qui se trouve posé. Car au-delà des menaces qui pèsent sur l'identité de notre nation et la pérennité de notre peuple, c'est l'existence même de notre civilisation qui est en cause. Le MNR entend mettre au grand jour cette question majeure, en dégager les principales données en termes géopolitiques comme en termes de valeur et proposer des initiatives pour assurer la survie et le renouveau de notre civilisation européenne et chrétienne.

Quel avenir pour la France ? Samedi 5 juin 2005 14h

Alors que beaucoup considèrent la France comme une survivance du passé, le MNR entend démontrer qu'il n'en est rien à condition de renouveler sa façon d'être et d'agir. Il estime qu'il est possible de redonner à la France son lustre et sa puissance. Il entend définir une stratégie de renouveau pour notre peuple, montrer quelle peut être la place de la France en Europe et dans le monde et quelles sont les voies d'influence possibles pour notre nation.



L'immigration est-elle une fatalité ? 24 septembre 2005

L'immigration est déjà une réalité ancienne et beaucoup considèrent qu'elle est une fatalité. Le MNR veut démontrer qu'elle n'est pas seulement l'effet des réalités géopolitiques mais résulte aussi de contingences politiques et idéologiques. Il veut dresser le tableau de ce phénomène gravissime et montrer qu'il existe des moyens permettant de le contrer et pour de corriger les effets néfastes qu'il a d'ores et déjà produits.

Inscription : MNR - 15, rue de Cronstadt, 75015 Paris - tel : 01 56 56 64 34. Le lieu, les horaires et le programme détaillé vous seront adressés. Participation aux frais : 7 €

Élections sénatoriales du 26 septembre

Des candidats MNR dans 22 départements sur 29

Même s'il s'agit d'un scrutin un peu confidentiel qui ne concerne que les élus, le MNR a décidé d'être présent aux élections sénatoriales du 26 septembre dernier. Notre mouvement a présenté des listes dans 70% des départements renouvelables. Il a, ainsi, pu améliorer sa notoriété, notamment auprès des élus ruraux qui n'ont bien souvent pas d'attaches politiques et qui sont souvent sensibles aux thèmes du MNR.

Le renouvellement d'un tiers de la Haute Assemblée a offert au MNR l'occasion d'assurer sa présence parmi les grands partis politiques structurés. Il a pu mettre en lice des candidats de qualité ayant fait la démonstration de leur compétence et de leurs convictions mais aussi des candidats enracinés, conseillers municipaux ou anciens conseillers régionaux.

La campagne du MNR dans les différents départements a été menée à l'économie mais l'ensemble des grands électeurs ont pu recevoir les professions de foi dans lesquelles étaient développés les principaux thèmes de campagne : défense de nos valeurs de civilisation européenne et chrétienne, lutte contre l'islamisation, revalorisation du travail, stratégie industrielle pour l'emploi, opposition à

l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, etc.

Malgré des résultats modestes, ce qui est normal compte tenu de notre faible nombre de «grands électeurs», ces élections sénatoriales ont permis de

rappeler que le MNR poursuit son combat. De nombreux articles sont d'ailleurs parus dans la presse locale, faisant état de la présence du MNR et de son objectif de faire émerger une grande force politique de vraie droite comme y aspirent de nombreux Français.

À l'heure où le paysage politique semble de plus en plus instable et, alors que la déception des Français se fait de plus en plus grande, il était essentiel de présenter des candidats pour offrir une voie d'espoir.



Trois questions à Bernard Bornette

Tête de liste dans les Hauts-de-Seine (92)



Bernard Bornette, vous avez conduit une liste de neuf candidats MNR dans les Hauts-de-Seine. Quel était pour vous l'objectif de cette présence électorale ?

L'élection sénatoriale nous permet de nous adresser à un «public» — pour l'essentiel des élus municipaux — probablement plus averti que l'électorat moyen et donc plus réceptif à notre message. De plus, je pense que nombre de ces élus sont plus ou moins déçus par les partis auxquels ils ont cru bon d'adhérer.

Dans votre département, quel bilan tirez-vous de l'action des sénateurs sortants ?

Aucun. On ne les a pas vus à l'œuvre. L'élément le plus marquant de leur action est la publication d'un document publicitaire de M. Badré, sénateur-maire de Ville-d'Avray, faisant la promotion de l'Europe de Bruxelles et de son extension !

En quoi la présence d'une liste MNR a-t-elle intéressé les grands électeurs, notamment ceux déçus par la fausse droite ?

Ils ont été surpris de voir que le MNR est encore bien vivant et présente un recours possible face à l'inanité des partis traditionnels.

Vos candidats par département

- | | |
|---------------------------------------|--|
| 61 - ORNE : Yves DUPRÈS | 81 - TARN : Dominique FEVRE |
| 67 - BAS-RHIN : Nicole SCHWALLER | 82 - TARN-ET-GARONNE : J. GARNIER |
| 69 - RHÔNE : Jean-Pierre RELACHON | 83 - VAR : Alain VAUZELLE |
| 71 - SAONE-ET-LOIRE : Jean COUPAT | 84 - VAUCLUSE : Marie-Josée CROS |
| 72 - SARTHE : Guido OMENETTO | 88 - VOSGES : Annick MARTIN |
| 73 - SAVOIE : Jean-Pierre BOUTEILLE | 89 - YONNE : Claude MOREAU |
| 74 - HAUTE-SAVOIE : M.- C. MONTASTIER | 91 - ESSONNE : Régis ORIENT |
| 75 - PARIS : Bertrand ROBERT | 92 - HAUTS-DE-SEINE : Bernard BORNETTE |
| 77 - SEINE-ET-MARNE : Jacques OUDIN | 93 - SEINE-SAINT-DENIS : Michel PAULIN |
| 78 - YVELINES : Philippe MILLIAU | 94 - VAL-DE-MARNE : Roland FAVRE |
| 80 - SOMME : Francis BOCQUILLET | 95 - VAL-D'OISE : François LUSINCHI |



Pour le rassemblement et le renouveau

APPEL DE BRUNO MÉGRET

Alors que la classe politique française connaît une crise de plus en plus aiguë et que les Français manifestent, par l'abstention et le vote par défaut, un rejet croissant des partis institutionnels, le Front national, qui aurait dû incarner l'alternative au système, révèle maintenant son vrai visage. Il apparaît comme un mouvement stérile et totalitaire, exclusivement préoccupé des intérêts de son chef et incapable d'offrir une voie d'espoir aux Français.

Face à cette situation déliquescence, je m'adresse aux quarante pour cent de Françaises et de Français qui ont pu, à un moment ou à un autre, voter pour le Front national et qui se trouvent aujourd'hui amèrement déçus par ce parti comme par la droite parlementaire ou la gauche socialo-communiste.

À ceux-là je voudrais dire qu'il ne faut pas désespérer car rien n'est joué et tout demeure possible. Certes, la classe politique toutes tendances

confondues a failli, mais il existe, au sein de notre peuple, de façon latente mais bien réelle, une immense aspiration à un grand renouveau politique.

C'est pourquoi j'invite tous ceux qui ne supportent plus le déclin de notre pays et la trahison de la classe politique à se rassembler sans esprit de chapelle ni de parti autour des grandes valeurs qui ont fait notre nation et qui animent notre civilisation européenne et chrétienne. Il faut à notre pays une formation nouvelle pour remettre en mouvement ses forces vives et construire l'avenir en s'appuyant sur nos racines et nos valeurs. Il faut mettre sur pied une grande force de conviction, de courage et d'espoir pour rendre à notre nation, comme à notre continent, son identité et sa puissance ainsi que sa capacité d'entreprise et d'innovation.

Crise au FN : Le Pen continue l'épuration

Du côté du FN, l'actualité est maintenant exclusivement constituée par les querelles, les petites phrases assassines, les peaux de banane et les procédures d'exclusion. Déjà, lors des élections régionales et européennes, le FN n'avait pas fait campagne et n'avait fait parler de lui que par des articles consacrés à sa crise interne. Avec la rentrée de septembre, ce processus s'est encore amplifié. Il y a eu la tenue de deux universités concurrentes et la fronde de M^{me} Stirbois et de MM. Antony et Bompard. Une fronde contre la fille Le Pen relayée par une large fraction de l'appareil du parti au point de mettre

Le Pen sur la défensive. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et ceux qui avaient critiqué la scission de 1998 sont aujourd'hui les premiers à subir la purge. La démarche du MNR se trouve ainsi confortée et légitimée.

Il est temps de construire autre chose

Cette crise montre par ailleurs combien le FN n'est plus qu'une simple organisation familiale qui ne cherche pas à faire de la politique au service des Français mais à offrir une raison sociale et des avantages

matériels à Le Pen et à sa famille. Et ceux qui n'acceptent pas cette logique sont éliminés, marginalisés ou privés de mandats.

Cette réalité que seuls certains initiés pouvaient autrefois connaître est devenue une évidence pour l'opinion publique tout entière. Le FN ne sert plus à rien et, s'il est encore utilisé par les électeurs pour manifester leur hostilité au système, chacun a aujourd'hui clairement compris qu'il a fait son temps et qu'il est entré en décadence.

Il est temps de construire autre chose.

Protection sociale

Le socialisme à la française version UMP

En France comme partout ailleurs, l'idéologie égalitariste s'oppose au respect et à l'exercice des libertés. La prétendue réforme de l'assurance maladie concoctée par Douste-Blazy illustre parfaitement cette incompatibilité ; la liberté ne conduisant jamais l'égalitarisme qui n'est jamais que le fruit d'une politique coercitive. Démonstration.

La réforme Douste-Blazy, qui ne rétablira pas, et de loin, l'équilibre de la sécurité sociale, aura pour conséquence d'accroître lourdement le prix de la santé pour des patients qui en subiront les effets d'autant plus douloureusement que leurs revenus sont modestes.

Le coût de la réforme «Dousté»

Ainsi, lorsque le système sera en place et que vous voudrez aller consulter un médecin sans passer par votre praticien référent, il vous en coûtera cher, puisqu'une bonne partie du montant de votre consultation ne vous sera pas remboursée. De toute façon, il vous faudra aussi déboursier un euro de votre poche pour toute consultation, y compris celle autorisée par la sécurité sociale. Sans compter qu'il faudra payer un euro de plus par jour d'hospitalisation au titre du forfait hospitalier qui passe de 13 à 14 euros (92 F).

Si vous êtes salarié(e), votre CSG va augmenter avec une assiette qui passe de 95 à 97 % du salaire brut. Si vous êtes smicard, il vous en coûtera 2,25 euros par mois (à peu près 15 F). Si vous êtes retraité imposable, le taux de votre CSG va passer de 6,2 à 6,6 % soit, pour une retraite de 1000 euros bruts, 4 euros (26F) par mois. Enfin, si vous êtes propriétaire d'un logement que vous louez, par exemple 300 euros par mois, votre taux de CSG augmentera de 0,7% et vous paierez donc 2,1 euros de plus chaque mois.

Quant aux actifs qui pensaient en avoir fini en janvier 2014 avec la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), qu'ils prennent leur mal en patience : cet impôt-taxe est prolongé jusqu'au complet remboursement de la dette ! Et si, désespéré par cette situation, vous tentez votre chance au loto et

gagnez... ce n'est plus 7,5% de votre gain que vous devrez abandonner à l'État au titre de la CSG, mais 9,2% !

Toutes ces mesures peuvent paraître légères, mais, à la fin du mois, l'addition est loin d'être négligeable pour les petits revenus.

L'attaque contre les pensions de réversion

Une grave menace pèse par ailleurs sur les retraités avec la suppression annoncée des pensions de réversion en faveur du conjoint survivant, au-delà du seuil de revenu annuel de 15 828,80 euros, retraites complémentaires comprises. Cette mesure doit prendre effet au 1^{er} juillet 2006. Certes, Raffarin promet qu'il va y remédier... mais pourquoi alors avoir annoncé cette réforme ?

Pour le gouvernement, ces mesurètes qui ne touchent pas tout le monde de la même façon et dans le même temps présentent cyniquement deux avantages : diluées, elles sont moins douloureuses et ne suscitent pas des protestations comme celles qu'avait engendré la pseudo-réforme des retraites. En revanche, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, elles vont constituer une ponction importante. Il ne faut pas oublier par exemple qu'un point de CSG supplémentaire représente 9 milliards d'euros de recettes supplémentaires dans les caisses de l'État.

Le scandale de l'AME

Pourtant, en agissant ainsi, le gouvernement élude les vrais problèmes. Car il omet de nous dire qu'une grande partie du déficit de l'assurance maladie vient du fait que la France est devenue l'hôpital du monde. Ainsi, par exemple, l'AME (Aide médicale d'État) prend-elle en charge à 100 % les dépenses médicales

des étrangers résidant en France sans papiers et sans ressources.

Aujourd'hui, plus de 250 000 personnes bénéficient de ce service planétaire pour un coût provisoire d'un milliard d'euros. Les « séjours sanitaires » se multiplient, des étrangers qui ne sont pas en difficulté financière en profitent et, comme pour la carte vitale, les fraudeurs sont légion. En Ile-de-France, en 2003, le coût moyen par bénéficiaire était de 8 000 euros (52 500 F) alors que la dépense moyenne de l'assuré social «ordinaire» du régime général était de 1 500 euros (9 800 F). Alors, commençons par supprimer cette AME et renvoyons les illégaux chez eux avant de s'en prendre aux avantages sociaux des Français.

Et la CMU ?

Enfin, s'il n'est pas question de renoncer à une solidarité nationale légitime, il faudrait néanmoins regarder de plus près les critères d'attribution de la CMU qui assure la gratuité totale des soins médicaux et dentaires et des appareillages optiques à 4,5 millions de personnes et coûte plus de 9 milliards d'euros par an. Il est ahurissant de se trouver dans une situation où ceux qui paient et à qui on demande encore un effort supplémentaire ne sont généralement pas pris en charge à 100 %, alors que ceux pour lesquels ils ne cessent de donner sont totalement remboursés !

Il s'agit d'un exploit d'iniquité : ceux qui paient reçoivent moins que ceux qui ne cotisent pas, et cela au nom de l'égalité ! L'UMP, prétendument à droite et responsable de toutes ces injustices, est en réalité une nouvelle adepte du socialisme à la française. Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

Annick Martin

Assassinats, crimes pédophiles, récidivistes...

Quand les magistrats créent l'insécurité

Au cours de cet été, les enlèvements d'enfants, les viols et assassinats se sont multipliés. Ces faits divers effrayants montrent que l'insécurité se maintient à un niveau élevé. Mais aussi que la justice favorise la grande criminalité par des libérations anticipées totalement irresponsables.

En dépit de l'agitation médiatique de M. Sarkozy et des déclarations lénifiantes sur la baisse de l'insécurité, les actes barbares et les crimes odieux se multiplient et atteignent un niveau rarement sinon jamais atteint dans notre histoire récente.

En outre, la justice en général et certains magistrats en particulier apparaissent maintenant comme directement responsables de cette situation. En effet, parmi les nombreux crimes qui ont été commis cet été, beaucoup sont le fait de criminels récidivistes qui ont été arbitrairement relâchés par des juges irresponsables alors même qu'ils n'avaient pas purgé leur peine et qu'ils étaient considérés comme très dangereux.

Pour faire croire à l'efficacité de la politique qu'il mène, le gouvernement UMP présente régulièrement des chiffres en baisse en omettant de dire qu'il s'agit d'éléments ponctuels, concernant certains types d'infractions dans certaines zones géographiques bien définies. En réalité, la délinquance se maintient dans notre pays à un niveau élevé. Les atteintes aux biens (cambriolages, vols à l'étalage, escroqueries) sont certes en régression mais les atteintes aux personnes (agressions en tous genres) sont en hausse. Comment s'en étonner ? Si la loi Sarkozy sur la « sécurité intérieure » allait plutôt dans le bon sens, ses effets ont été en bonne partie annulés par la suppression de la « double peine » qui favorise la libre circulation sur notre sol des délinquants étrangers.

Des juges irresponsables

Mais, au-delà des lacunes et des insuffisances des responsables politiques, l'insécurité résulte aussi en grande partie des dysfonctionnements de la justice et en particulier du laxisme de certains magis-

trats qui prennent des décisions contraires à la loi, contraires à l'avis des experts et, finalement, contraires au bon sens le plus élémentaire. Et le pire est que les juges commettent ces fautes en toute impunité car ils ne sont responsables ni pénalement ni professionnellement alors qu'ils devraient être sanctionnés quand leurs fautes coûtent la vie à des innocents.

L'affaire Pierrot le fou

L'affaire de « Pierrot le fou » est de ce point de vue dramatiquement emblématique de ce phénomène. Cet homme, condamné à vingt-sept années de réclusion criminelle pour différents crimes, a été relâché au bout de sept ans sur la seule décision d'un « juge d'application des peines », alors même que les experts psychiatres s'accordaient tous sur la dangerosité de l'individu. Résultat : quelques semaines après sa libération, « Pierrot le fou » a enlevé, violé et assassiné plusieurs jeunes filles.

Dans la foulée de ces événements dramatiques, le débat sur la peine de mort a été relancé, notamment par quelques parlementaires UMP courageux mais très minoritaires. Si la question du rétablissement de la peine capitale se pose à nouveau très légitimement, il ne faut cependant pas oublier que de nombreuses vies pourraient être épargnées si les magistrats appliquaient enfin les lois pénales avec rigueur.

Le MNR considère que la vie des innocents doit être protégée et que les assassins doivent être définitivement privés de leur liberté afin d'écartier tout risque de récidive. En vertu de quoi en effet des juges inconscients s'arrogeraient-ils le droit de mettre en péril la vie de personnes innocentes pour des raisons purement idéologiques ?

Nicolas Bay

BRÈVES

Le métier de TF1? aider Coca-Cola à vendre son produit!

Patrick Le Lay, PDG de TF1, livre sa conception de la télévision : « Le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...) Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible, c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ». On se doutait déjà que les grands médias pratiquaient le lavage de cerveau, maintenant c'est clair.

La justice reconnaît officiellement une famille homosexuelle

Carla, Marie-Laure et « leurs » enfants, âgés de cinq, sept et dix ans, forment officiellement la première famille française homosexuelle : c'est la conséquence d'un jugement rendu en catimini durant l'été par le TGI de Paris. Les deux femmes, qui élèvent ensemble trois enfants nés par insémination artificielle, ont été autorisées à partager l'autorité parentale, l'une étant la mère biologique et l'autre la mère adoptive, et ce « pour les besoins d'éducation des enfants » a déclaré la juge des affaires familiales. Si c'est une victoire pour certains, c'est en tout cas une régression pour l'institution familiale... et pour les enfants.

Préférence corse! Et la préférence nationale?

Un accord passé entre la SNCM et le syndicat des travailleurs corses prévoit le recrutement prioritaire des Corses. Ce dispositif a certes été jugé « scandaleux et discriminatoire » par beaucoup mais personne n'envisage de traîner les signataires de cet accord devant le tribunal correctionnel comme on n'avait pas hésité à le faire pour Catherine Mégret dans l'affaire de la prime de naissance de Vitrolles. Ce qui est possible pour les Corses ne le serait-il pas pour les Français ?

BRÈVES

La France, pays le plus socialiste d'Europe

Nestlé, le géant industriel suisse songe à se débarrasser de sa filiale française Perrier. La raison : notre pays est « peu attractif pour les investisseurs étrangers » en raison « des coûts salariaux très élevés et du cadre très réglementé du fonctionnement des entreprises » a déclaré le vice-président du groupe. N'en déplaise à Sarkozy, la France est bel et bien toujours perçue comme un pays socialiste...

La Turquie : un pas de plus vers l'islamisme

À l'occasion de la refonte de leur code pénal, les parlementaires turcs se sont prononcés très majoritairement en faveur d'une « criminalisation de l'adultère ». Cette proposition directement inspirée des thèses de l'islam radical montre le vrai visage de la Turquie : celui d'un pays où la laïcité et les principes démocratiques sont en recul et où les thèses islamistes prennent toute leur place dans les institutions. Un exemple à méditer par ceux qui prétendent faire de la Turquie un pays européen, où les « droits de l'homme » sont respectés...

Droit de réponse de MM. Fayard et Timmermans

Nous portons à votre connaissance le droit de réponse suivant :

« Nous avons été mis en cause (...) pour avoir été entendus, comme la loi nous y obligeait, par un juge d'instruction (...) concernant l'envoi illégal, par la mairie de Vitrolles, de milliers de lettres vantant la candidature de Bruno Mégret » auprès des maires. « Nous ne voyons pas en quoi (ce) serait haineux ou ignominieux. »

Aucune autorité judiciaire ni policière n'a jamais sollicité MM. Timmermans et Fayard. Personne ne les obligeait — et certainement pas la loi — à aller voir le juge. Ils y sont allés de leur propre chef pour lui tenir des propos mensongers et d'autant plus cyniques qu'ils sont totalement contraires à la réalité. Haine et ignominie ? Chacun appréciera !

Un livre choc, des révélations inquiétantes

Les islamistes sont déjà là

Avec les Islamistes sont déjà là, Christophe Deloire et Christophe Dubois révèlent l'ampleur des menées du parti islamiste dans notre pays. Bien que journalistes au Point et au Parisien, ils ne s'embarrassent pas du politiquement correct et tirent la sonnette d'alarme en multipliant les exemples d'actions de déstabilisation. À lire.

« Des groupes extrémistes sont à l'œuvre dans notre pays pour tester la résistance de la république » pouvait-on lire dès 2003 dans le rapport de la commission Stasi. Pour ceux qui en douteraient, cette vérité se trouve largement explicitée dans le livre de Christophe Deloire et Christophe Dubois, *les Islamistes sont déjà là*. Rédigé par deux journalistes du Point et du Parisien, cet ouvrage constitué de soixante-dix courts chapitres dresse une fresque particulièrement inquiétante de l'infiltration du parti islamiste dans notre pays.

Prière islamique place Beauvau

Et il n'est pas question dans ces trois cent cinquante pages de considérations idéologiques et théoriques mais d'une accumulation de faits réels tous plus édifiants les uns que les autres. Ainsi apprend-on par exemple que, lors des réunions de travail organisées au ministère de l'Intérieur place Beauvau pour mettre sur pied le Conseil français du culte musulman, M. Mohamed Boukhima Moussaoui, président de la Fédération nationale des musulmans de France, a ouvert la séance par une prière reprise en chœur par la plupart des participants, sans que les représentants du ministre réagissent. Il faudra que les délégués islamistes poussent plus avant leur avantage et se prosternent en direction de La Mecque dans les salons du ministre pour que celui-ci réagisse.

Destabilisation

Cette attitude provocatrice et agressive en dit plus long que bien des discours sur les intentions réelles des membres du parti islamiste. Comment s'étonner dès lors que, répercuté sur la base, cet état d'esprit débouche sur une multiplication des actions de déstabilisation. Et les auteurs de donner des exemples concrets dans tous

les domaines de la vie nationale. Ainsi expliquent-ils « qu'autrefois anodine, la période du ramadan est désormais propice aux dérapages » et de citer le témoignage de Roland Jouve, ancien conseiller du ministre délégué à l'Enseignement scolaire : « Lors du jeûne du ramadan, les garçons viennent parfois contrôler l'accès du self pour éviter que de supposés coreligionnaires viennent se restaurer. » Et de telles

pressions sont maintenant monnaie

courante dans les écoles mais aussi dans les banlieues, sur les lieux de travail et dans les hôpitaux. La République est quotidiennement sapée dans ses fondements. Il est temps de réagir car les islamistes sont déjà là.

Élisabeth Margault

Les Islamistes sont déjà là de Christophe Deloire et Christophe Dubois Éditions Albin Michel, 2004 349 pages, 19,50 €



PUBLICITÉ

Ingénierie financière et fiscale

Sur la base des lois fiscales existantes, nous intervenons uniquement sur votre revenu imposable. Nous constituons un capital ou un patrimoine dans un temps minimum de 6 ans à 9 ans à partir d'une construction financière.

CONCERNE TOUT FOYER FISCAL MOYEN SANS APPORT PERSONNEL DE VOTRE PART

Tél : 01 48 29 81 65 ou 06 75 51 00 23 - Fax : 01 48 29 81 65

Dons, virements et prélèvements automatiques

Pour soutenir le développement du MNR dans la durée



Alain Vauzelle,
Trésorier national

Chère amie, Cher ami,

Le siège national a fourni des efforts considérables pour réduire son coût de fonctionnement. Pour autant, afin de ne pas remettre en cause le plan de redressement financier et de poursuivre l'action politique à laquelle les cotisations sont consacrées, nous avons besoin, pour faire face aux frais fixes du mouvement, d'un apport mensuel de 15 000 €.

Il y a essentiellement deux façons de nous aider : le don de soutien (formulaire A) et le versement mensuel sous forme de virement automatique (formulaire B) ou d'autorisation de prélèvement (formulaire C). **L'État vous remboursera 60% de votre don grâce au reçu fiscal anonyme que nous vous ferons parvenir.** Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur moi. Je sais que vous ferez le maximum et je vous en remercie.

A - DONS

Coupon à retourner au MNR : 15 rue de Cronstadt - 75015 Paris

Nom Prénom..... Adresse.....

.....Code Postal..... Ville..... Tél.

Je fais un don de : 20 € 50 € 100 € 200 € ou + €

Chèque à l'ordre de «AFMNR» (Association de financement du MNR)

B - VIREMENT

BORDERAU DE VIREMENT AUTOMATIQUE À ADRESSER À VOTRE BANQUE

M. le Directeur, par le débit de mon compte désigné ci-dessous, je vous prie de bien vouloir effectuer le de chaque mois, un virement de euros (.....*) au profit de : **Association de financement du MNR (AFMNR)**

15, rue de Cronstadt - 75015 Paris

Établissement	Guichet	N° de compte	Clé
30003	03420	00050996773	80

Renseignements bancaires : Nom Prénom..... Adresse.....

..... Code Postal..... Ville.....

N° de banque ou centre CCP N° de compte.....

Cet ordre demeurera valable jusqu'à révocation expresse de ma part. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

* somme en toutes lettres

Date :

Signature :

C - PRÉLÈVEMENT

BORDERAU À RETOURNER AU MNR : 15, rue de Cronstadt - 75015 Paris

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier la somme de euros (.....*) pour le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Date de prélèvement choisie : 5 15 30 de chaque mois * somme en toutes lettres

Désignation du titulaire du compte à débiter :

.....
.....

Je joins un relevé d'identité bancaire (RIB)

Date :

Signature :

Désignation du créancier

N° d'émetteur : 444836 Association de financement du MNR (AFMNR)
15 rue de Cronstadt - 75015 Paris Établissement teneur du compte :

Société générale - 49, rue de la Paroisse - 78000 Versailles

Établissement	Guichet	N° de compte	Clé
30003	03420	00050996773	80

Association de financement du MNR agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567



OUI À L'EUROPE NON À LA CONSTITUTION

La constitution européenne soumise à référendum n'est qu'un rafistolage destiné à sauver l'Europe de Bruxelles alors qu'il faudrait fonder une Europe européenne, indépendante et puissante.

Il faut dire non à cette constitution car :

- Elle ne limite pas l'Europe au seul continent européen
- Elle n'empêche pas le processus d'islamisation de notre continent
- Elle ne permet pas à l'Europe de résister à la mondialisation et aux délocalisations
- Elle n'assure pas l'indépendance de l'Europe face aux États-Unis
- Elle ne vise pas à la création d'une puissance militaire européenne en dehors de l'OTAN
- Elle n'affirme pas clairement les racines chrétiennes de l'Europe
- Elle prévoit l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Avec Bruno Mégret et le MNR
*Pour une Europe européenne,
indépendante et puissante*



Nom..... Prénom.....
Adresse.....

Tél. :

- J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de € (chèque à l'ordre de "AF MNR").
- Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le programme et l'action du MNR.

À RENVoyer À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26